

Appel d'offre ouvert

PROCEDURE DE CONSULTATION

La procédure de mise en concurrence et l'exécution du ou des marchés publics à attribuer sont soumis aux dispositions des articles [R.2161-2](#) et suivant du code de la commande publique.

Objet du marché :

**Marché d'exploitation des installations de génie climatique du
groupement de commande Université Marie & Louis Pasteur / Crous
de Bourgogne Franche Comté
1 rue Goudimel
25000 BESANCON**

**Lieux d'exécution des prestations demandées : Sites universitaires du Nord
Franche-Comté**

**C.C.A.P. n°25.011 du 14/05/2025
Cahier des Clauses Administratives Particulières**

Date et heure limite de réception des offres :
Mardi 15/07/2025-12H00 (Heure de Paris)

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché – Dispositions général.....	4
1-1-Objet.....	4
1-2-Décomposition du marché.....	4
1-2-1-Tranches.....	4
1-2-2-Lots.....	4
1-2-3-Phases.....	4
1-3-Durée du marché et modalités de reconduction.....	4
1-4 -Modifications du marché.....	5
1-5-Sous-traitance.....	5
1-6- Contrôle par un organisme tiers.....	6
1-7-Installations concernées.....	6
Article 2 - Documents contractuels.....	6
Article 3 - Délais et modalités d'exécution, ordres de service, clause de réexamen.....	7
3-1-Délais.....	7
3-2- Evolution du périmètre et cibles.....	7
Article 4 - Conditions générales d'exécution.....	8
4-1 Conditions d'exécution des prestations.....	8
Article 5 – Opérations de vérifications-décisions après vérifications	8
5-1-Vérification	8
5-2-Admission.....	10
Article 6 – Garantie.....	10
Article 7 – Sûreté	10
Article 8 – Prix.....	10
8-1-Répartition des paiements.....	10
8-2-Contenu des prix.....	10
8-2-1 Combustible - P1.....	10
8-2-2 Conduite et maintenance - P2	15
8-2-3 Garantie totale – P3.....	15
8-3-Variation des prix.....	18
8-3-1 Combustible - P1 - gaz naturel ECOCAMPUS (PCE N° xxxxxxxxxxxxx)	18
8-3-2 Combustible - P1 - bois.....	19
8-3-3 Combustible - P1 – MWh utile vente	20
8-3-4 - Conduite et maintenance - P2.....	20
8-3-5 Garantie totale - P3 GTR.....	20
8-3-5 - Gestion du compte P3.....	20
Article 9 – Avance	21
Article 10 - Remboursement de l'avance.....	21
Article 11 – Périodicité de facturation	21
11-1 Poste P1 combustible.....	21
11-2 - Postes P2 et P3	21
11-3 - Régularisation de facturation :	21
Article 12 - Paiement-établissement de la facture.....	22
12-1-Mode de règlement, délai de paiement	22
12-2-Présentation des demandes de paiement.....	22
12-3-Intérêts moratoires	23
Article 13 - Clauses techniques et exécution des prestations.....	23
Délimitation des périodes de chauffe.....	23
Main d'œuvre et consommables.....	23
Garantie totale P3 GTR	23

Prise en compte du marché.....	23
Respect de la réglementation technique et professionnelle.....	24
Article 14 – Non-conformité des prestations.....	27
14-1 Prestations non conformes pour retard ou interruption	27
Retard ou interruption de chauffage/climatisation/production de froid des locaux	27
Retard ou interruption de production d'eau chaude sanitaire.....	27
Traitement de l'eau	27
14-2 Prestation non conforme pour insuffisance ou excès ou arrêt de certaines installations	28
Insuffisance ou excès de chauffage/climatisation/production froid des locaux	28
Eau chaude sanitaire.....	28
Traitement d'air - traitement de l'eau	28
14-3 Exécution aux frais et risques du TITULAIRE	28
Article 15 – Pénalités.....	29
15-1 Mise en œuvre des pénalités.....	29
15-2-Calcul des pénalités.....	29
15-2-1- Pénalités applicables dans l'exécution des prestations d'exploitation (sans mise en demeure)	29
15-2-2- autres pénalités (avec mise en demeure).....	30
Article 16 - Attribution de compétence et dispositions applicables en cas de TITULAIRE étranger	31
Article 17 - Attestations ou déclarations fiscales ou sociales.....	31
Article 18 – Assurances.....	31
Article 19 – Résiliation.....	32
Article 20 – Confidentialité	32
Article 21 – Protection des données à caractères personnel- Pénalité.....	33
Article 22 - Litiges et différends.....	35

Article 1 - Objet du marché – Dispositions générales

1-1-Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent l'exécution, des prestations de :

Marché d'exploitation des installations de génie climatique du groupement de commande Université Marie & Louis Pasteur / Crous de Bourgogne Franche Comté

Il concerne l'ensemble des bâtiments de l'Université Marie & Louis Pasteur et du Crous de Bourgogne Franche Comté

Le marché d'exploitation est établi sous forme de marché :

MCI – Marché comptage avec Intéressement
PF/PFI - Prestations Forfait sans et avec Intéressement

Il comprend les prestations suivantes :

- **P1 Energie** Fourniture de combustible nécessaire à la production de chauffage et d'ECS
- **P2 Maintenance** Prestations de conduite, maintenance, entretien et suivi des installations de génie climatique
- **P3 Garantie Totale** Prestations de gros entretien et garantie totale des installations de génie climatique. Le P3 sera de type GTR (Garantie totale avec répartition)

1-2-Décomposition du marché

1-2-1-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1-2-2-Lots

Le besoin mis en concurrence fait l'objet d'un lot unique

1-2-3-Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

1-3-Durée du marché et modalités de reconduction

Il s'agit d'un marché d'exploitation et de maintenance, d'une durée ferme de 5 ans à compter du 1er septembre 2025 ou à compter de la date de notification du marché si celle-ci est postérieure. Ce marché pourra être prolongé **une fois pour une période de 3 ans**, sans que sa durée ne puisse excéder 8 ans au total, par **reconduction expresse** qui sera notifiée au titulaire **au plus tard deux mois avant le terme de la période d'exécution entamée**.

Cependant, la date de démarrage des prestations des sites suivants sera au 1^{er} janvier 2026 :

- Sous station 54
- STGI A
- STGI B
- STGI C
- Amphithéâtre
- Laboratoire de recherche
- Mesures Physiques
- R&T
- MMI
- GACO

La date de fin de marché reste la même que pour l'ensemble des bâtiments.

1-4 -Modifications du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'avenants dans les cas listés aux articles [R. 2194-2](#), [R. 2194-5](#) à [R. 2194-8](#) du code de la commande publique.

Le marché peut être également modifié par le biais de clauses de réexamen sans établissement d'avenants conformément à l'article [R. 2194-1](#) du code de la commande publique.

Dans ce cadre, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

Remplacement du TITULAIRE initial du marché par un nouveau TITULAIRE :

En cas de cession de marché, ou de tout autre type de modification de la personnalité juridique du TITULAIRE aboutissant à un changement de son numéro de SIRET, non prévus aux articles [R. 2194-1](#), [R. 2194-2](#), [R. 2194-5](#) à [R. 2194-8](#) du code de la commande publique, le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit d'accepter un nouveau TITULAIRE en établissant obligatoirement un avenant de transfert de raison sociale.

Précisions et adaptations mineures en cours d'exécution :

Les pièces du marché ne pouvant décrire exhaustivement les conditions réelles d'exécution, après la prise d'effet du marché, une réunion de lancement (organisation) et/ou des réunions de chantier permettant de préciser certaines modalités d'exécution seront effectuées.

Ces précisions, à caractère mineur, conformes aux différentes fonctionnalités du marché initial et sans modification de l'enveloppe budgétaire globale de celui-ci seront portées sur les comptes rendus des dites réunions et deviendront contractuelles après acceptation des parties, sans qu'il soit nécessaire d'établir d'avenant.

1-5-Sous-traitance

Le TITULAIRE est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le TITULAIRE devra joindre, en sus un dossier de capacités professionnelles et financières.

En cours d'exécution du marché, le TITULAIRE produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité forfaitaire de 75€. Le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit de résilier le marché aux frais et risques de l'entreprise TITULAIRE du marché (Article 41 du CCAG FCS).

1-6- Contrôle par un organisme tiers

Au cours du présent marché, le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit de passer avec un prestataire assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) de son choix (société de conseil, spécialisée dans le domaine de l'utilisation de l'énergie) un contrat de surveillance ou de contrôle général de l'application des dispositions techniques, financières et administratives du présent marché.

Le TITULAIRE aura alors l'obligation de fournir gratuitement à ce prestataire tous les renseignements utiles à l'exécution de sa mission, sur les plans technique, économique et administratif et d'accompagner le MAITRE D'OUVRAGE ou son représentant autant de fois que nécessaire (présence du technicien du secteur ou responsable du secteur sur site).

1-7-Installations concernées

Le marché concerne l'ensemble des installations du MAITRE D'OUVRAGE dont la liste est en annexe 1.1 à 1.4 du CCTP.

Il pourra être réduit de la part afférente à un site ou une installation pour lequel le MAITRE D'OUVRAGE serait amené à abandonner ou à réduire les prestations et pourra être augmenté d'une part à convenir entre les parties pour des sites ou des installations ou prestations nouvelles.

Article 2 - Documents contractuels

Le marché, dont l'exemplaire conservé par le MAITRE D'OUVRAGE fait seule foi, est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières du lot concerné (CCTP) et ses annexes
- Le mémoire technique remis par le candidat (dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS : le mémoire technique est considéré comme « offre technique du TITULAIRE »).

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

Pièces générales connues par le TITULAIRE et non communiquées car librement accessibles (Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix) :

- le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP et rédigé par le Groupe d'étude des marchés de chauffage

- et de climatisation (GEM/CC) (dénommé dans la suite des pièces marchés Guide du GEM/CC) qui se substitue au cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics d'exploitation de chauffage avec gros entretien des installations, tel que défini par le décret 87-966 du 26 novembre 1987 et dans la brochure n°2008 publiée par la Direction des Journaux officiels
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) et documents annexes applicables aux marchés d'exploitation des installations de chauffage avec garantie totale, tel que défini dans la brochure n° 5602 - 1983 publiée par la Direction des Journaux officiels, et le CCTG n° 5601 maîtrise de l'énergie avec garantie de résultat
 - le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG - F.C.S.) ;
 - le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.- Travaux) à titre complémentaire ou subsidiaire pour ce qui concerne les opérations de travaux non comprises dans les prestations de maintenance ;
 - le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.) tel que défini dans la circulaire du Ministère de l'Economie et des Finances en date du 16 octobre 1980 ;
 - l'ensemble des documents législatifs et réglementaires applicables aux marchés privés d'exploitation de chauffage, pendant toute la durée du présent marché et notamment :
 - ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011 relative aux économies d'énergie
 - le code de l'énergie
 - l'ensemble des documents normatifs existants se rapportant aux prestations objet du présent marché, ainsi que ceux qui pourraient les modifier, les compléter, les remplacer ou s'ajouter.

Article 3 - Délais et modalités d'exécution, ordres de service, clause de réexamen

3-1-Délais

Les délais d'exécution sont mentionnés ci-après ou au CCTP, en fonction des différentes prestations du marché.

3-2- Evolution du périmètre et cibles

En application de l'article de l'article [R. 2194-1](#) du code de la commande publique :

Les modifications de cibles NB et les suppressions/modifications de matériel ou de sites seront notifiées au TITULAIRE par ordre de service détaillant l'intitulé de la modification et sa date de prise d'effet.

Les modifications de cibles NB peuvent être liées à :

- Un changement de périmètre (travaux d'extension / destruction d'une partie d'un site),
- Des travaux d'amélioration de la performance énergétique (rénovation énergétique complète, remplacement d'équipements énergétiques...),
- Un changement d'usage d'un site (horaires d'utilisation, typologie d'utilisation...),
- Une erreur sur les NB initiaux ne permettant pas l'atteinte de la cible malgré une amélioration considérable sur la conduite des installations CVC.

Pour les modifications de cibles NB et l'ajout de matériels ou de sites, un avenant sera proposé par le TITULAIRE et signé par les deux parties.

Une fois par an, un document récapitulatif de l'ensemble des OS émis dans l'année de contrat sera établi et signé par les deux parties.

Article 4 - Conditions générales d'exécution

4-1 Conditions d'exécution des prestations

Le TITULAIRE déclare être parfaitement informé de la constitution des lieux ou locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Le TITULAIRE désigne un responsable qui est l'interlocuteur habituel du MAITRE D'OUVRAGE, tout changement de ce responsable est soumis à son agrément préalable. Un second responsable est également identifié pour seconder le responsable principal en cas d'absence (congrés, arrêt maladie...).

Tout personnel exécutant les prestations est soumis sous la responsabilité du TITULAIRE à l'obligation d'identification par badge ou vêtement avec le logo de l'entreprise et de d'enregistrement. : le TITULAIRE s'oblige à communiquer toutes les références utiles des personnes composant les équipes qui seront appelées à intervenir.

Le MAITRE D'OUVRAGE pourra à tout moment demander, en cas de difficultés, le remplacement de tout membre du personnel du TITULAIRE ou lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie. Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le personnel affecté à l'exécution des prestations portera impérativement une tenue adaptée et identifiable, et un dispositif d'identification de la personne. Ces éléments seront soumis à approbation du MAITRE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE s'engage à mettre en œuvre avec la plus grande rigueur toutes les actions nécessaires pour qu'aucune situation de travail illégal ne puisse être relevée sur les lieux d'exécution des prestations, tant en ce qui concerne son propre personnel que celui de ses sous-traitants éventuels.

Toutes les communications relatives à l'exécution de ce marché pourront être effectuées par voie électronique sans que le TITULAIRE ne puisse s'y opposer.

Article 5 – Opérations de vérifications-décisions après vérifications

5-1-Vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG FCS. A cet effet, le TITULAIRE applique ou met en œuvre les dispositions de contrôle suivantes :

Carnet de chaufferie

Le TITULAIRE doit fournir et tenir un carnet de chaufferie conformément à la réglementation (décret n° 74-415 du 13/05/74). La tenue de ce carnet doit être particulièrement soignée (ni surcharge, ni raturage, description exhaustive des interventions, etc.). Chaque chaufferie dispose de son propre carnet, maintenu sur place. Ce carnet sera correctement et précisément renseigné (pas de libellé du type « visite de contrôle »).

Le TITULAIRE fournit au MAITRE D'OUVRAGE une copie numérique en format .pdf de ces documents aux dates suivantes : 30 juin et 31 décembre de chaque année.

Tout manquement à ces conditions sera considéré comme une faute, entraînant pour le TITULAIRE l'application de pénalités pour défaut d'exécution.

Carnet sanitaire/Carnet Ventilation/Livret d'entretien climatiseurs-groupe eau glacée

Le TITULAIRE doit fournir et tenir à jour pour chaque installation un carnet sanitaire spécifique pour les installations de ventilation et un carnet sanitaire spécifique concernant les prestations de prévention de

la légionellose. De même, un livret d'entretien est renseigné pour toutes les interventions de maintenance relatives aux différentes installations de climatisation.

Le TITULAIRE fournit au MAITRE D'OUVRAGE une copie numérique en format .pdf de ces documents aux dates suivantes : 30 juin et 31 décembre de chaque année.

Tout manquement à ces conditions sera considéré comme une faute, entraînant pour le TITULAIRE l'application de pénalités pour défaut d'exécution.

Mesures de contrôle des températures

Le TITULAIRE met obligatoirement à la disposition du MAITRE D'OUVRAGE sans supplément de prix, dans le cadre de l'atteinte des résultats, des enregistreurs électroniques de températures dans des locaux témoins (2 enregistreurs par circuit de chauffage, l'étalonnage annuel de ces appareils est intégralement à charge du TITULAIRE) afin de contrôler les insuffisances ou excès de fournitures de chaleur en comparaison des valeurs contractuelles.

Production périodique de résultats et de justificatifs

Lors des réunions de suivi d'exploitation, le TITULAIRE doit produire :

- Un état des consommations mensuelles
- Un état des principales interventions P2 (présentation des carnets/GMAO...)
- Un état des interventions de dépannage
- Un état des sommes engagées au titre de la garantie totale
- Un prévisionnel de dépenses P3
- Une mise à jour du relevé des installations et équipements
- Un suivi des indicateurs mis en place pour l'atteinte des résultats
- Un suivi du plan de progrès proposé (si proposé)
- Un tableau de facturation détaillé par établissement
- Un tableau détaillant les consommations réelles d'énergie de l'exploitant avec tous les justificatifs utiles (copies facture des fournisseurs)
- Un état des relevés de compteurs (gaz, ECS, énergie) : à la mise en route, à l'arrêt des installations, tous les mois pour les sites en P1
- Un planning prévisionnel des opérations de maintenance préventive pour l'ensemble du parc.

Contrôle de travaux et modification d'installation

L'exécution des travaux sera constatée par le MAITRE D'OUVRAGE ou son représentant, après que le TITULAIRE en ait fait connaître l'achèvement.

Après toute modification des installations effectuées même en dehors du cadre du présent marché par le MAITRE D'OUVRAGE ou un tiers, le TITULAIRE est tenu de mettre à jour les schémas d'installations et inventaires de matériel.

De même, l'inventaire matériel devra être mis à jour par le TITULAIRE à chaque réalisation de travaux (P3 et/ou P6).

Vérification des prestations de la phase « Réalisation »

Il sera fait application des dispositions du C.C.A.G - Fournitures courantes et Services.

Toutefois, dès lors que les travaux réalisés dans le cadre du P3 sont d'une ampleur importante et/ou

susceptibles d'ouvrir droit à valorisation des CEE ces derniers feront l'objet d'une réception établie dans les conditions de l'article 41 et suivant du CCAG Travaux. A défaut de PV de réception dressé dans les 6 mois suivant l'achèvement des travaux, l'alinéa précédent s'applique.

L'ensemble des travaux préconisés par le TITULAIRE au titre de l'amélioration énergétique devront être soumis avant réception à l'approbation d'un bureau de contrôle missionné par le MAITRE D'OUVRAGE si la réglementation l'exige. **Les frais du bureau de contrôle sont à la charge du TITULAIRE.**

Sous réserve que les travaux exécutés soient conformes à l'offre financière du TITULAIRE et sous réserve de la conformité réglementaire des ouvrages, le pouvoir adjudicateur assure la réception des prestations de réalisation.

Le TITULAIRE avisera par écrit au pouvoir adjudicateur la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés, dans un délai d'au moins 2 semaines avant celle-ci, et leur indiquera le programme prévisionnel de mise au point des installations.

5-2-Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

Article 6 – Garantie

En application l'article 33 du CCAG FCS, le point de départ du délai de garantie est la date de la décision d'admission.

Pour les travaux ayant fait l'objet d'un PV de réception, le point de départ sera la date d'achèvement de travaux retenue dans la décision de réception.

Article 7 – Sûreté

Sans objet.

Article 8 – Prix

8-1-Répartition des paiements

L'acte d'engagement, ses annexes et les actes de désignation de sous-traitants indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au TITULAIRE et à ses sous-traitants ;
- le cas échéant au mandataire TITULAIRE, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

8-2-Contenu des prix

Les fournitures, prestations et services visés au présent marché seront chiffrés sur les bases suivantes :

8-2-1 Combustible - P1

Type de Marché :

MARCHE COMPTEURS "MCI"

Fourniture assurée par le TITULAIRE. Facturation suivant les valeurs relevées sur les compteurs d'énergie thermique utile pour le chauffage des bâtiments pendant la période contractuelle de chauffage de 243 jours.

Période de chauffage : du 01 Octobre au 31 mai
DJU base 18°C : 2738
Station météo : DORANS BELFORT (méthode Météoclim éditée par le COSTIC à date de mise en ligne)

Variation du poste P1

MARCHE COMPTAGE MCI

- Le prix du MWh inscrit à l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement sera un prix mixé bois/gaz, conformément à l'engagement de mixité contractuel du TITULAIRE et sera appliqué quelle que soit la réalité de la part hiver et été sur le global.
- Au titre des marchés de type MC, on désigne par :
 - X : la base contractuelle
 - N DJ contractuel : le calcul des degrés jours base 18 °C
 - NB : la quantité de chaleur théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux, dans les conditions climatiques moyennes définies par le N DJX contractuel
 - NC : quantité de chaleur réellement utilisée pour le chauffage des locaux
 - N'B : quantité de chaleur théoriquement nécessaire au chauffage des locaux pendant la durée effective de chauffage dans les conditions climatiques de la saison considérée.
- En dérogation au Guide du GEM/CC, si la quantité effective NC est inférieure de plus de 10% de la quantité théorique N'B pendant deux saisons successives ou de plus de 15% au cours d'une seule saison, le MAITRE D'OUVRAGE modifiera le NB et donc la redevance P1 du site concerné à la baisse. En cas de désaccord du TITULAIRE, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnité par le MAITRE D'OUVRAGE.

Ces dispositions pourront être rétroactives sur une année de marché.

- Pour chaque saison de chauffage, la consommation de combustible nécessaire au chauffage des locaux est réglée à prix unitaire (k) exprimé en € par MWh mesuré au compteur, le montant correspondant étant corrigé en fonction de l'écart (économie ou excès) entre les quantités de chaleur NC et N'B.

La quantité N'B est déterminée à partir de la consommation moyenne NB suivant la formule
 $N'B = NB \times \text{Error!}$

Dans laquelle "NDJ constaté" est le nombre de degrés jours de base 18°C, constaté pour la durée effective de chauffage à la station météorologique contractuelle.

Le même prix (k) rétribue la fourniture de l'eau chaude sanitaire dans le cas où la chaleur nécessaire à cette fourniture est comptée par le même compteur.

- Dans le cas où un site comprend une fourniture d'eau chaude sanitaire (E.C.S.) et si la chaleur nécessaire au chauffage des locaux est mesurée au même compteur que la chaleur nécessaire à la fourniture d'E.C.S., la quantité de chaleur NC consommée pour le chauffage des locaux est

prise pour une valeur égale à la quantité totale de chaleur consommée diminuée de la quantité de chaleur nécessaire au chauffage de l' E.C.S.

Cette dernière quantité est le produit du nombre de mètres cubes d'E.C.S. fournis (M) par la quantité de chaleur (q) théoriquement nécessaire pour le chauffage d'un mètre cube d'eau froide (y compris s'il y a lieu, les pertes du réseau de distribution).

- En cas de défaillance d'un compteur de chaleur, la quantité de chaleur facturée pour la période comprise entre la date du dernier relevé précédent la défaillance et celle du rétablissement du bon fonctionnement du compteur est calculée suivant la formule :

$$u = u' \text{ Error!}$$

dans laquelle :

u = quantité de chaleur facturée après correction ;

u' = quantité de chaleur fournie pendant au moins dix jours de régime établi après la mise en service du compteur révisé ;

NDJ = nombre de degrés jours de base contractuelle, constaté à la station météorologique désignée contractuellement ;

N'DJ = nombre de degrés jours de base contractuelle, constaté dans les mêmes conditions, pendant la période de référence où a été fournie la quantité u' ;

Dans le cas où un site comprend une fourniture d'eau chaude sanitaire (E.C.S.) et si la chaleur nécessaire à cette fourniture est mesurée au même compteur que la chaleur nécessaire au chauffage des locaux, seule la part relative à celui-ci est calculée suivant la formule précédente. Il y est ajouté la quantité de chaleur nécessaire au chauffage de l' E.C.S.

Cette dernière est égale au produit du nombre de mètres cubes d'E.C.S. fourni pendant la même période par la quantité de chaleur (q).

Toute défaillance d'un compteur de chaleur, fera l'objet sous 4 jours calendaires qui suit le constat de la défaillance d'un courrier recommandé adressé au MAITRE D'OUVRAGE et à son conseil. Dans le cas contraire, aucune facture de régularisation ne sera acceptée. Cette disposition est également applicable au comptage ECS. La régularisation s'entend au regard des surconsommations qui resteront à la charge du TITULAIRE.

- Dans le cas où un site comprend une fourniture d'eau chaude sanitaire (E.C.S.) et si la chaleur nécessaire à cette fourniture n'est pas mesurée au même compteur que la chaleur nécessaire au chauffage des locaux, la consommation de combustible nécessaire à cette fourniture est réglée à prix unitaire (e) exprimé en euros par mètre cube mesuré au compteur placé à l'entrée des réchauffeurs ; la consommation de base de combustible (q) théoriquement nécessaire pour le chauffage d'un mètre cube d'eau froide (y compris s'il y a lieu, les pertes du réseau de distribution) est indiquée dans l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement.

- En cas de modification de la température contractuelle de fourniture d'E.C.S, le nouveau prix qui se substitue à (e) est déterminé par la formule :

$$e = (1 + \text{Error!})$$

où :

t = la nouvelle température de l'eau chaude sanitaire (en ° Celsius)

te = la température contractuelle antérieure de fourniture de l'E.C.S. (en °C), fixée au CCTP

CLAUSE DE REEXAMEN : Travaux d'isolation, de modification et d'amélioration, modification des cibles pour les marchés MCI.

En application de l'article [R. 2194-1](#) du code de la commande publique :

En cas de réhabilitation thermique ou travaux d'améliorations des bâtiments, le NB et la redevance P1 du bâtiment seront ajustés systématiquement afin de tenir compte des économies engendrées par les travaux à la date de réception de ceux-ci.

Ce réajustement sera effectué en fonction du calcul thermique à hauteur des 2/3 du calcul théorique de l'économie dès la saison de chauffe suivant la réception des travaux d'amélioration. A l'issue d'une saison de chauffe de fonctionnement, relevés de températures ambiantes contractuelles à l'appui, le réajustement du NB sera revu en fonction des conditions réelles.

En cas de modification des installations entraînant une augmentation ou une diminution des besoins calorifiques, les valeurs NB seraient renégociées en conséquence. Si ces modifications entraînent des variations sur les termes P2 et/ou P3, une modification du marché serait traitée conformément à l'article 3-2 du présent CCAP.

CALCUL DE L'INTERESSEMENT

⇒ Paramètres de l'intéressement :

La période d'intéressement correspond à la période contractuelle de chauffage soit du 1^{er} octobre au 31 mai.

Nota : Si l'exercice est calé sur l'année civile, l'intéressement sera calculé du 1^{er} Janvier au 31 Mai et du 1^{er} Octobre au 31 Décembre.

DJU base 18°C : 2738
Station météo : DORANS BELFORT (méthode Météoclim éditée par le COSTIC à date de mise en ligne)

⇒ le calcul de l'intéressement est réalisé sur la période d'intéressement et pour les DJU contractuels définis ci-avant et tient compte :

- d'une part des conditions climatiques réelles
- d'autre part de l'écart (économie ou excès) entre les quantités de combustible NC et N'B définies comme suit :

N'B quantité de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux pendant la période d'intéressement, dans les conditions climatiques de la saison considérée

NC quantité de combustible réellement consommée sur la période d'intéressement

La quantité N'B est déterminée à partir de la consommation moyenne NB suivant la formule :

$$N'B = NB \frac{N_{DJX} \text{ constaté}}{N_{DJX} \text{ contractuel}}$$

Dans laquelle "N_{DJX}" est le nombre de degrés-jours de base 18, constaté sur la période d'intéressement à la station météorologique de référence.

⇒ Dans le cas où un site comprend une fourniture d'eau chaude sanitaire et si la consommation de combustible nécessaire au chauffage des locaux ne peut être différenciée par comptage de celle nécessaire à la fourniture de l'eau chaude sanitaire, la quantité de combustible NC consommée pour le chauffage des locaux est prise égale à la quantité totale de combustible consommée diminuée de la quantité de combustible nécessaire au chauffage de l'eau chaude sanitaire.

Cette dernière quantité est le produit du nombre de mètres cubes d'E.C.S. fournis (M) par la quantité de chaleur (q) théoriquement nécessaire pour le chauffage d'un mètre cube d'eau froide (y compris s'il y a lieu, les pertes du réseau de distribution).

⇒ Mise en œuvre des clauses d'intéressement :

Les clauses d'intéressement s'appliquent dès la première année du marché.

Elles s'appliquent sur le total des économies ou des excès de consommations de combustible constatés, sans neutralisation d'une partie de ceux-ci.

Cependant, elles peuvent être neutralisées pour un site, si des travaux portant sur le bâti ou la rénovation de chauffage ont été réalisés pendant la période de chauffage.

POUR LES CONTRATS MCI :

- Les économies de consommation de combustible bénéficient à l'acheteur public et au TITULAIRE à hauteur de 50% chacun ; le prix corrigé (P1) s'établit comme suit :

$$I = - (1/2 (N'B - NC) \times k \quad (\text{facture pour le MAITRE D'OUVRAGE})$$

- Les excès de consommation de combustible sont pris en charge en totalité par le TITULAIRE (avoir pour le MAITRE D'OUVRAGE)

avec :

k = prix moyen du kWh (utile) en euros calculé sur la période d'intéressement au prorata des consommations.

N'B la quantité de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux, dans les conditions climatiques moyennes définies par N_{DJX} contractuel,

NC la quantité de combustible réellement consommée pour le chauffage des locaux

POUR LES CONTRATS PFI :

- Economies de consommation :

Les économies de consommation de combustibles bénéficient à l'acheteur public et au TITULAIRE à hauteur de 50% chacun.

L'intéressement est calculé selon la formule suivante :

$$I = \frac{1}{2} (N'B - NC) \times k \quad (\text{facture pour le MAITRE D'OUVRAGE})$$

- Excès de consommation :

Les excès de consommation de combustible sont pris en charge en totalité par le TITULAIRE (avoir pour le MAITRE D'OUVRAGE)

sans toutefois excéder 35% du prix P2 du site considéré, facturé par le TITULAIRE sur la période d'intéressement.

avec :

NC = quantité de combustible réellement consommée pour le chauffage de locaux sur la période d'intéressement, déduction faite des consommations ECS en m³, valorisées en kWh.

N'B = quantité de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux durant la période d'intéressement, dans les conditions climatiques de la saison considérée.

k = prix moyen du kWh sur la période d'intéressement.

CLAUSE DE REEXAMEN : Les sites gérés en contrat PF lors de l'attribution du marché pourront évoluer vers un marché PFI à l'issue d'au moins une saison de fonctionnement. Le cas échéant, les consommations constatées NC/DJU sur les sites en PF seront pris comme références, ramenées au DJU trentenaires et une diminution de 5% sera appliquée pour le calcul des futur NB contractuels lors d'un passage en PFI.

8-2-2 Conduite et maintenance - P2

Montant forfaitaire, quels que soient le nombre d'interventions, la durée de fonctionnement des installations et leur consommation ainsi que pour l'ensemble des ingrédients nécessaires à leur fonctionnement et des prestations complémentaires d'analyses et de contrôles.

Les prestations sont détaillées dans le CCTP et dans l'annexe 2 au CCTP « Nomenclature et fréquence des opérations de maintenance »

8-2-3 Garantie totale – P3

Montant forfaitaire avec indication des prix unitaires de main d'œuvre et du coefficient applicable à la facturation des fournitures ou du coefficient applicable aux prestations sous traitées.

Les matériels relatifs à l'ensemble des installations indiqués en annexe 1 du CCTP (y compris installations techniques CTA, aérothermes, ...) font l'objet d'une redevance P3. Sont également compris l'ensemble des canalisations hydrauliques et matériels électriques se situant dans et hors locaux techniques.

Sont toutefois exclus de la garantie totale de renouvellement, les équipements suivants :

- Les réseaux d'évacuation d'EU, EV et EP sauf celles situées dans l'enceinte des chaufferies et locaux techniques.
- Les conduits de fumées
- D'une manière générale, toutes les canalisations situées en amont des points de livraison des différents concessionnaires (gaz, eau, électricité, ...)
- Les robinetteries terminales ECS (Mitigeur, bloc de douches, robinetteries sur appareils sanitaires...)

La garantie totale s'applique également à la totalité des équipements techniques liés directement ou indirectement au bon fonctionnement des installations sous contrat en locaux techniques, chaufferies, sous-stations, logements tels que définis à l'annexe 1 du C.C.T.P., y compris les installations électriques de régulation, télégestion et télésurveillance.

Elle est conforme au circulaire n° C 3 83 du Groupement d'Etude des Marchés de Chauffage et de Climatisation approuvée le 10 Février 1983 par la Section Technique de la Commission Centrale des Marchés (BOCC - BOSP n° 9 DU 02.06.1983) (brochure 5 602).

Elle implique pour le TITULAIRE les obligations de résultat ci-après :

- garantir la permanence de fonctionnement et les performances des installations,
- assurer en permanence par surveillance et contrôle des rendements des matériels et de la fiabilité des régulations des installations, le suivi des consommations d'énergie de manière à ce qu'elles correspondent à des dépenses optimales.

Le TITULAIRE est en conséquence tenu d'intervenir sur ces installations par des réparations, remplacements ou renouvellements, immédiats en cas de nécessité ou préventifs, des matériels défectueux ou risquant de l'être, de manière à répondre à tout moment et sans aucune défaillance à

l'obligation de continuité du service, au maintien et même à l'aménagement des performances des installations qu'il exploite.

Les travaux d'entretien et de renouvellement nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement, pendant toute la durée d'exécution du marché, sont à la charge du TITULAIRE.

En conséquence, celui-ci s'engage à faire seul et intégralement son affaire de la maintenance en parfait état de service des installations techniques, objet du présent marché.

A ce titre, le TITULAIRE :

- fournira le personnel et le matériel nécessaires aux travaux d'entretien et de renouvellement quels qu'ils soient et que la clause de détérioration soit accidentelle ou due à l'usure normale ou anormale, afin que les installations techniques objet du présent marché, soient en bon état de fonctionnement et en parfait état de conservation, pendant toute la durée du marché ;
- est tenu de procéder à des remplacements ou réparations, ainsi qu'à la mise en service des installations, dans les plus courts délais d'exécution.
- s'engage à faire réaliser les opérations de grosses révisions suivant les préconisations de constructeurs (révision des groupes de production d'eau glacée, remplacement résines, adoucisseur, ...) ;
- s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, l'installation qualitativement et quantitativement en état normal d'entretien de fonctionnement, sans qu'aucune grosse réparation ne soit nécessaire, et ce pendant trois mois ;
- reconnaît que les redevances afférentes à la garantie totale sont suffisantes pour lui permettre d'assurer cette charge et qu'elles correspondent à la réglementation en vigueur au démarrage du marché.

Si à l'occasion des travaux de gros entretien, le TITULAIRE se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel important (travaux dont le montant est supérieur à 1500 € HT fournitures et main d'œuvre), il doit en aviser le MAITRE D'OUVRAGE pour validation afin de lui permettre d'examiner l'intérêt qu'il pourrait y avoir, compte tenu de l'évolution de la technique ou de ses besoins, à substituer aux appareils à remplacer, des matériels de principe ou de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin du marché, mais également au-delà de la date de son expiration.

CLAUSE DE REEXAMEN :

Le TITULAIRE conseillera également à cette occasion le MAITRE D'OUVRAGE pour toutes les applications concernant les économies d'énergie et/ou les techniques nouvelles.

En fonction des solutions adoptées, le MAITRE D'OUVRAGE pourra soit participer aux dépenses de renouvellement, soit convenir avec le TITULAIRE d'un aménagement de redevances, l'accord sera alors acté par un document signé entre les parties.

Restent à la charge du MAITRE D'OUVRAGE, au titre de la garantie totale, le gros œuvre, les effets de l'intervention d'un tiers ou du MAITRE D'OUVRAGE sans l'accord exprès du TITULAIRE, les conséquences des cas définis à l'article FORCE MAJEURE et celles résultant d'une cause extérieure à l'installation, ainsi que tous les dommages réputés couverts par l'assurance du maitre d'ouvrage.

Le TITULAIRE est réputé connaître parfaitement les ouvrages pris en charge, en conséquence, dans le cadre de la garantie totale, il renonce à faire état de difficultés provenant de la qualité du matériel ou de l'exécution des travaux.

A cet effet, le MAITRE D'OUVRAGE pourra déléguer au TITULAIRE, tout droit de recours qu'il pourrait

détenir à l'encontre des installateurs et fournisseurs de matériels.

Dans le cadre d'installation sous garantie de celui qui l'a réalisée, le MAITRE D'OUVRAGE pourra également éventuellement déléguer au TITULAIRE, tout droit de recours découlant de cette garantie.

Le TITULAIRE ne peut se prévaloir d'une insuffisance de provision pour respecter ses engagements, à quelque moment et pour quelque cause que ce soit.

P3 GARANTIE TOTALE : le compte P3 sera géré en totale transparence.

A cet effet, l'Acte d'Engagement comporte un coefficient sur sous-traitance, un coefficient sur fournitures, et un coût horaire de la main d'œuvre.

Les sommes versées au TITULAIRE au titre du compte P3 constituent une provision dont la justification d'emploi ou de disponibilité devra être fournie trimestriellement pour l'ensemble des opérations réalisées, ou ponctuellement à chaque demande du MAITRE D'OUVRAGE.

Dans l'hypothèse où le montant P3 du marché s'avérerait insuffisant, le TITULAIRE n'en conserverait pas moins, à ses frais, la totalité de ses obligations en matière de maintien et remise en état des matériels.

En tout état de cause, la participation du TITULAIRE aux dépenses occasionnées par ces travaux ne pourra être inférieure à la valeur de remplacement au jour considéré des matériels d'origine par des matériels similaires.

En cas de besoin, la valeur de remplacement des matériels pourra être déterminée par mise en concurrence du TITULAIRE avec d'autres entreprises. Au cas où le TITULAIRE ne serait pas le mieux disant, deux possibilités peuvent être envisagées :

- Au choix du TITULAIRE, les travaux sont exécutés par le TITULAIRE et le prix qui leur est affecté dans le décompte P3 est celui de l'entreprise dont l'offre est économiquement la plus avantageuse ; ou les travaux sont sous traités par le TITULAIRE à l'entreprise dont l'offre est économiquement la plus avantageuse.
- Le MAÎTRE D'OUVRAGE impose au TITULAIRE de réaliser ou de faire réaliser les travaux dans les conditions financières et techniques de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Dans ces 2 cas, les travaux sont réalisés sous la responsabilité du TITULAIRE qui ne pourra en aucun cas arguer de malfaçon ou d'erreur de montage pour se soustraire à ses responsabilités.

Le marché Garantie Totale sera du type à répartition. A l'expiration du marché :

- si le solde du compte P3 est débiteur pour le TITULAIRE, ce dernier sera tenu d'assurer, à ses frais, ses obligations en matériel de gros entretien et renouvellement des matériels, le TITULAIRE supportera la totalité du solde débiteur.
- si le solde du compte P3 est créditeur pour le TITULAIRE, soit le MAITRE D'OUVRAGE pourra obliger le TITULAIRE avant la fin du marché à investir cette somme restante dans des travaux supplémentaires visant à économiser l'énergie, soit le solde sera restitué intégralement au MAITRE D'OUVRAGE.

Le suivi et le contrôle du compte P3 seront assurés totalement, partiellement ou ponctuellement par le MAITRE D'OUVRAGE ou son assistant à maîtrise d'ouvrage.

Le coefficient sur facture fournisseur s'entend après remise déduite fournisseur.

Le MAITRE D'OUVRAGE ou son représentant pourra vérifier, notamment en se faisant présenter tous les justificatifs nécessaires, que le TITULAIRE obtient bien les remises optimales auprès de ses fournisseurs.

Le nombre d'heures imputées sur les opérations de travaux P3 devra être justifié et comprend uniquement le nombre d'heures passées sur site. Il sera consigné sur les bordereaux de travaux, consultables à tout moment par le MAITRE D'OUVRAGE.

En cas de désaccord sur le nombre d'heures valorisées sur une opération, le MAITRE D'OUVRAGE pourra modifier cette quantité et prendre pour référence ceux publiés par les revues professionnelles (Chaud Froid Plomberie, Batiprix, etc.).

Les Certificats d'Economies d'Energie générés à l'issue des travaux et de la conduite des installations resteront acquis au MAITRE D'OUVRAGE ; le TITULAIRE fournira tous les documents nécessaires à la constitution des dossiers selon les besoins du MAITRE D'OUVRAGE et pourra proposer le rachat des CEE en fonction des travaux réalisés au titre du P3.

8-3-Variation des prix

8-3-1 Combustible - P1 - gaz naturel ECOCAMPUS (PCE N° xxxxxxxxxxxx)

Nota :

Les montants des redevances de l'annexe 1 à l'acte d'engagement s'entendent hors les frais d'abonnement, termes fixes de transport et de distribution, CTA, stockage

Les abonnements, termes fixes (transport, distribution), CTA, stockage, location-entretien de postes gaz seront intégralement refacturés à l'euro/l'euro, à période semestrielle, sur présentation d'un justificatif (tableau récapitulatif des factures par site) émanant du fournisseur d'énergie. Les taux de TVA adéquats seront appliqués.

IMPORTANT : Il est précisé que le montant annuel des refacturations à l'€/€ des termes fixes/abonnements de chaque site ne pourra être supérieur (à la révision près) au montant indiqué à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

De même, si d'autres taxes directement liées à la fourniture de gaz survenaient durant l'exécution du marché, elles seraient appliquées suivant la même procédure.

Les frais de mise en service facturés par le GRDF/le fournisseur d'énergie lors de la mise en place du tiers payeur, lors de la prise en charge du contrat d'exploitation ou lors d'un changement de fournisseur d'énergie au cours du contrat d'exploitation sont à la charge du TITULAIRE du présent marché.

Base marché :

Dans le cadre de la fourniture de gaz, le TITULAIRE précisera toutes les conditions économiques de démarrage du marché dans son mémoire technique :

- Durée
- Tarif de base ;
- Formule de révision de type C/Co ; etc..

Formule de révision et indexation :

Les conditions financières relatives au chiffrage du P1, en solution de base, seront donc celles définies ci-dessus, conformes aux conditions établies contractuellement entre le MAITRE D'OUVRAGE et son fournisseur d'énergie.

CLAUSE DE REEXAMEN : Changement de fournisseur gaz en cours de marché :

En application de l'article [R.2194-1](#) du code de la commande publique :

Les parties se rencontreront 6 mois (ou moins) avant l'échéance du contrat gaz en cours au démarrage du marché, pour étudier les nouvelles propositions de fourniture gaz établies par le TITULAIRE. Dans le même temps, le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit de réaliser une consultation gaz à son initiative.

La/les propositions de fourniture de gaz précisera/ont les conditions économiques du marché : · Durée ; Tarif de base ; Formules de révisions ; etc.. La formule de révision proposée devra intégrer la TICGN.

Les prix P1 seront revus en fonction du résultat de cette consultation dans le cas où le choix se porterait sur un autre fournisseur que le fournisseur en cours du marché ou dans le cas où ce dernier serait attributaire avec des tarifs modifiés.

Dans tous les cas, la prise en charge du coût de l'énergie restera à la charge du TITULAIRE.

Les objectifs NB (cibles de consommations) restent contractuels, seuls les prix P1 liés au coût du combustible gaz seraient revus et modifiés par un document signé entre les parties.

8-3-2 Combustible - P1 - bois

Le prix du MWh utile bois sera révisé mensuellement, en fonction des variations économiques connues à la date de facturation et calculé conformément à la formule ci-dessous :

$$P1b = P1b_0 \times \left(0,7 \times \frac{CEEB\ E40\ C2}{CEEB\ E40\ C2^0} + 0,3 \times \frac{ACT-RA}{ACT-RA^0} \right)$$

Avec :

P1b₀ : prix du MWh bois fixé à l'annexe 1 de l'acte d'engagement

P1b : prix du MWh bois révisé

CEEB E40 C2 et CEEB E40 C2⁰ : valeurs finale et initiale de l'indice de plaquettes provenant de bois forestiers, vendus en toutes longueurs, puis broyés sur la coupe ou sur une plateforme de broyage Moyenne granulométrie C2, édité trimestriellement par le Centre d'Etudes de l'Economie du Bois (CEEB)

ACT – RA et ACT – RA⁰: valeurs finale et initiale de l'indice Activité route avec conducteur et carburant, édité par le MONITEUR

Valeurs base contrat :

CEEB E40 C2 et ACT-RA = indices connus au dernier jour du mois précédent la date de remise des offres

Le TITULAIRE indiquera dans son mémoire technique la provenance et qualité (granulométrie, plage d'humidité, etc..) de la fourniture de biomasse envisagée. Cette fourniture bois doit répondre aux exigences du cahier des charges de l'ADEME (qui sera joint au DCE dès que possible) , ayant cofinancé l'installation biomasse.

8-3-3 Combustible - P1 – MWh utile vente

Le prix du MWh utile mixé de vente d'énergie en sous stations sera révisé mensuellement en fonction des formules de révisions bois et gaz proportionnellement au pourcentage de mixité proposé par le TITULAIRE dans son offre, acté à l'annexe 1 de l'acte d'engagement et calculé conformément à la formule ci-dessous :

$$\text{MWh utile révisé} = (\% \text{bois} \times P1b) + (\% \text{gaz} \times P1g)$$

Avec :

P1b : prix du MWH bois révisé

P1g : prix du MWh gaz révisé

%bois : Pourcentage de mixité bois proposé par le TITULAIRE à l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement

%gaz : Pourcentage de mixité gaz proposé par le TITULAIRE à l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement

8-3-4 - Conduite et maintenance - P2

Les redevances seront révisées une fois par an, à compter du 1^{er} septembre 2026, en fonction des variations économiques connues au 1^{er} septembre et calculées conformément à la formule ci-dessous :

$$P2' = P2 (0.15 + 0.7 \text{ Error!} + 0.15 \text{ Error!})$$

Avec :

P2' : prix forfaitaire révisé

P2 : prix fixé à l'acte d'engagement

ICHT-IME' et ICHT-IME : valeurs initiale et finale de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques, édité par le MONITEUR

FSD1' et FSD1 : valeurs initiale et finale de l'indice des frais et services divers, édité par le MONITEUR

Valeurs base contrat :

ICHT-IME et FSD1 = indices connus au dernier jour du mois précédent la date de remise des offres
Le TITULAIRE fournira les valeurs des indices annuellement au MAITRE D'OUVRAGE.

8-3-5 Garantie totale - P3 GTR

Les redevances seront révisées une fois par an, à compter du 1^{er} septembre 2026, en fonction de variations économiques connues au 1^{er} septembre, conformément à la formule ci-dessous :

$$P3' = P3 (0.15 + 0.85 \text{ Error!})$$

Avec :

P3' : prix forfaitaire révisé

P3 : prix fixé à l'acte d'engagement

BT40' et BT40 : valeurs initiale et finale indice national bâtiment " chauffage central et conditionnement d'air, valeur initiale édité par le MONITEUR

Valeurs base contrat :

BT40 = indices connus au dernier jour du mois précédent la date de remise des offres
Le TITULAIRE fournira les valeurs de l'indice annuellement au MAITRE D'OUVRAGE.

Si l'application de la formule ci-dessus conduit à une augmentation des prix supérieure à 1.5 % par rapport au prix pratiqué lors de la période annuelle précédente, le taux sera arrêté à 1.5%, sauf acceptation expresse du maître d'ouvrage.

8-3-5 - Gestion du compte P3

Le coût horaire affecté aux travaux P3 et annoncé à l'acte d'engagement sera révisé une fois par an, à compter du 1^{er} septembre 2026 suivant l'évolution des redevances P2.

Article 9 – Avance

Se référer à l'article 5.1 de l'acte d'engagement

Article 10 - Remboursement de l'avance

Se référer à l'article 5.1 de l'acte d'engagement

Article 11 – Périodicité de facturation

11-1 Poste P1 combustible

- Facturation P1 MC : périodicité mensuelle, en fonction de l'énergie consommée et lue sur les compteurs d'énergie.
- Refacturation à l'euro/l'euro des abonnements, CTA, location poste, etc... sur présentation des justificatifs des fournisseurs d'énergie ou d'un tableau récapitulatif des factures détaillant par site : la date de la facture du fournisseur d'énergie, le numéro de la facture, le montant de chaque refacturation, le total HT et TTC par refacturation ; ceci afin d'éviter les doublons de facturation.

Cette refacturation devra impérativement être établie au plus tard dans les trois mois suivant la fin de l'année de marché (soit année de marché terminée au 30 ou 31/m ; facturation du TITULAIRE transmise au plus tard le 30 ou 31 m+3 si facture du fournisseur d'énergie reçue avant le 30 ou 31/m).

A défaut de facturation par le TITULAIRE dans ce délai, ces refacturations seront réputées prises en charge par ce dernier.

Sauf autorisation du MAITRE D'OUVRAGE ou défaillance du fournisseur d'énergie, aucune antériorité supérieure à 1 an ne sera acceptée.

- Précisions concernant les justificatifs des fournisseurs d'énergie à joindre à la facturation €/€ : les copies de factures devront être fournies en totalité (toutes les pages) et lisibles dans leur intégralité (sans rature, sans masquage). Dans le cas contraire, la facturation sera bloquée jusqu'à l'obtention des justificatifs conformes à la demande du MAITRE D'OUVRAGE ou de son représentant.

11-2 - Postes P2 et P3

Facturation par trimestre (1/4), détaillée par site, à terme échu.

11-3 - Régularisation de facturation :

Les régularisations de facturation à l'occasion de l'émission d'ordres de service et/ou de la signature de documents entre les parties résultant de l'application de clauses de réexamen ou d'avenants devront obligatoirement être réalisées par ajustement de facture et non par avoir total et nouvelle facture.

Elles devront être établies avec les mêmes taux de révision que les factures précédemment établies.

Elles ne pourront pas être l'occasion de régulariser :

- des augmentations de tarif énergie ou des évolutions d'indices non prises en compte lors de la facturation initiale si ces modifications n'ont pas été faites dans le mois qui suit les demandes du MAITRE D'OUVRAGE ou de son représentant, lors de la vérification des factures initiales (sauf dans le cas d'annulation de tarif par la CRE).
- des consommations ou des redevances non facturées (exemple consommation ECS oubliée).

Article 12 - Paiement-établissement de la facture

12-1-Mode de règlement, délai de paiement

Le délai de paiement par virement est de 30 jours.

12-2-Présentation des demandes de paiement

Lors d'une réunion de démarrage, les modalités de mise en forme de la facturation ainsi qu'un planning de facturation, pourront être précisées.

Les factures seront détaillées et devront impérativement rappeler les mentions ci-après :

- Le nom ou la raison sociale du TITULAIRE
- Le cas échéant, le numéro SIREN ou SIRET ; la référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers
- Le numéro et l'intitulé du marché
- Le cas échéant, le lot concerné
- Les prestations livrées (nature et quantité)
- Le lieu de livraison des prestations, adresse exacte du site, la composante ou le service de l'Université concerné
- Le cas échéant, les références (date et numéro) du bon de commande correspondant
- La date de livraison des prestations
- Les prix correspondants (HT, TVA et TTC)
- Tout rabais, remise, ristourne ou escompte appliqué

Le TITULAIRE établira des factures distinctes pour chaque redevance P1, P2 et P3 par MAITRE D'OUVRAGE (Université Marie & Louis Pasteur et Crous de Bourgogne Franche Comté).

Les installations communes entre l'Université Marie & Louis Pasteur et le CROUS Bourgogne Franche Comté seront refacturées proportionnellement aux puissances respectivement installées. C'est le cas de l'Ecocampus, avec une répartition P2 et P3 pour les équipements communs (chaudières, pompes réseaux...) de 53% pour l'UMLP et 47% pour le CROUS BFC (à date de démarrage du marché). Cette répartition pourra être actualisée par le MAITRE D'OUVRAGE en cas de nécessité (modification patrimoniale, modification d'usage...).

Chaque facture sera détaillée par site ou accompagnée d'un tableau récapitulatif par site. Elle indiquera impérativement pour chaque site : le numéro et la dénomination du site conformément au marché, la redevance base marché, la révision, le montant de la redevance révisée, le montant de la période.

Elles seront accompagnées de tous les justificatifs annexes prévus à l'article 11 et de la copie des publications des indices et barèmes énergie utilisée, y compris pour la révision.

Le non-respect de ces prescriptions peut entraîner le rejet de la facture.

Les factures seront adressées sous quinze jours après l'exécution des prestations par l'intermédiaire du portail CHORUS PRO en fonction des contraintes réglementaires et du calendrier légal qui lui sont applicables.

Dans ce cadre, il est précisé que le « Code Service » est obligatoire.

Les factures devront être déposées sur le Chorus Portail Pro:

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> avec les renseignements suivant :

Pour l'UMLP : SIRET : 938 106 564 00017

Code service : 900

Pour le Crous : SIRET : 130 024 433 00018

Code service : 1020

IMPORTANT :

Les factures ne comportant pas ces mentions seront rejetées et retournées à leur auteur pour être établies selon les règles de la Comptabilité Publique.

Le montant de la somme à régler est arrêté par la Personne Publique. Cette dernière peut rectifier la facture en fonction notamment de l'avance consentie.

Le TITULAIRE adresse les factures directement au service acheteur, tel qu'indiqué sur le bon de commande.

12-3-Intérêts moratoires

Les dispositions relatives aux intérêts moratoires applicables en cas de non-respect du délai de paiement sont celles prévues par le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Article 13 - Clauses techniques et exécution des prestations

Les dispositions techniques figurent au CCTP (cahier des clauses techniques particulières).

Les prestations qui y sont décrites sont exécutées dans les conditions suivantes :

Délimitation des périodes de chauffe

La date prévisionnelle de début de chaque période de chauffe est le 1^{er} octobre. Cependant, les dates de début et fin effectives de saison de chauffe seront fixées chaque année par le MAITRE D'OUVRAGE en fonction des conditions météorologiques.

Main d'œuvre et consommables

Le TITULAIRE fournit pour l'exécution des prestations, toute la main d'œuvre nécessaire selon les obligations décrites au marché.

De même, il doit assurer la fourniture de tous les consommables tels que : huiles, graisses, chiffons et petites pièces détachées dont le montant unitaire (prix de revient) est inférieur à 100 € HT (révisable une fois par an à partir du 1^{er} septembre 2026, suivant l'évolution des redevances P3) ainsi que les produits d'entretien et ingrédients de toutes natures, les outillages, les appareils de mesure et de contrôle.

Garantie totale P3 GTR

Le TITULAIRE fournit dans le cadre de la garantie totale d'une part, toute la main d'œuvre, et d'autre part l'outillage et le matériel de remplacement dont il doit également assurer si besoin le renouvellement. Les matériels pris en compte dans le cadre de la Garantie Totale sont définis à l'annexe 1 du C.C.T.P.

Prise en compte du marché

Dans les 2 premiers mois du démarrage du marché, et conformément aux dispositions de l'article 6 du CCTP, un état des lieux contradictoire détaillé est dressé pour chaque type d'installation et pour chaque site. Cet état des lieux est établi entre le TITULAIRE et le MAITRE D'OUVRAGE ou son représentant. Cette opération fait l'objet d'un procès-verbal signé des parties. Passé ce délai aucune réclamation de la part du TITULAIRE ne sera recevable.

Respect de la réglementation technique et professionnelle

Le TITULAIRE est responsable du respect des diverses réglementations et dispositions normatives visant les utilisations de l'énergie.

Il effectue une veille réglementaire et a l'obligation d'informer le MAITRE D'OUVRAGE de toutes nouvelles dispositions d'ordre réglementaire ou normatif.

Toutefois, la mise aux normes des installations reste à la charge du MAITRE D'OUVRAGE.

CLAUDE DE REEXAMEN : Prise en charge d'une nouvelle réglementation :

En application de l'article [R. 2194-1](#) du code de la commande publique

Toute nouvelle réglementation à prendre en charge par le TITULAIRE sera actée par un document signé entre les parties.

Les prestations exécutées dans le cadre du présent marché devront être conformes aux textes en vigueur, entre autres (liste non exhaustive) :

Documents techniques unifiés :

D.T.U.	Cahier des charges provisoires des installations de chauffage central concernant les bâtiments
D.T.U. 65-11	Dispositifs de sécurité des installations de chauffage central
D.T.U. 70-2	Installations électriques des bâtiments à usage collectif bureaux et assimilés, blocs sanitaires et garage
D.T.U. 24-1	Travaux de fumisterie
D.T.U. 61-1	Installations de gaz
D.T.U. 65-4	Installations à circuit commun de chauffage central et à l'eau chaude - générateurs gaz

Règles de calcul

- RT 2012
- Règles de calcul des déperditions de base des bâtiments (TH titre II)
- Règles et processus de calcul des cheminées fonctionnant en tirage naturel (DTU décembre 1965)

Règlements

- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (arrêté du 25 juin 1980) et par l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP type L) ;

- Arrêté du 25 avril 2012 modifiant l'arrêté du 2 août 1977 modifié relatif aux règles techniques et de sécurité applicable aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances ;
- Arrêté du 22/06/98 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes ;
- Règlement sanitaire départemental ;
- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : Hygiène, sécurité et conditions du travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- Arrêté du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public ;
- Décret du 14 juin 1969 et arrêtés ultérieurs relatifs au règlement de construction, notamment pour ce qui concerne l'isolation acoustique ;
- Décret du 7 Décembre 1992 modifié par le décret n°98-560 du 30/06/98 concernant les équipements utilisant des fluides frigorigènes ;
- Arrêté du 12 Janvier 2000 concernant le contrôle d'étanchéité des équipements utilisant des fluides frigorigènes ;
- Arrêté du 3 Août 2018 relatif prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement
- Décret 2007-397 du 22/03/2007 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement
- Décret 88-1056 du 14/11/1998 et Arrêté du 10/10/2000 concernant les installations électriques
- Décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques ;
- Arrêté du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples
- Décret 2005-840 du 20 Juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code
- Arrêté du 7 février 2000 abrogeant les arrêtés du 5 février 1975 relatif aux rendements minimaux des générateurs thermiques à combustion et du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie ;
- Arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installations des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter ;
- Décret du 9 juin 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 KW et inférieure à 20 MW ;
- Arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, déstockage et de distribution d'eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 10 octobre 2010 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications électriques au titre de la protection des travailleurs ;
- Décret du 31 mars 2010 relatif à l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 KW.

Normes

- N.F. C 14 100
 - N.F. C 15 100
 - U.T.E. 51 100
 - U.T.E. 71 100 relative aux travaux d'électricité,
- et toutes normes AFNOR rendues obligatoires par arrêté.

Règles professionnelles

- Règle U.C.H. 24 79 : canalisations de chauffage à l'intérieur des bâtiments.

Autres textes

- Spécifications A.T.G.
- Instructions pratiques G.D.F, notamment M 430 et E 84 03.
- Circulaire 97/311, 98/711 et 2002/243 concernant la prévention de la légionellose.
- Décret n° 2004/1331 du 1^{er} Décembre 2004 – Nomenclature des installations classées : installations de refroidissement

Intervenants

Accès – consignes

Le personnel du TITULAIRE a libre accès aux divers locaux pour l'exécution de ses prestations, sous réserve d'une information préalable indispensable, et doit en tout état de cause respecter les consignes ou les mesures d'organisation, d'hygiène et de sécurité que les services du MAITRE D'OUVRAGE pourront lui imposer.

Après chaque intervention, le TITULAIRE remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

Personnel du TITULAIRE

Les prestations du marché sont exécutées sous la direction du TITULAIRE qui doit se conformer strictement aux prescriptions de l'établissement. Les personnes dont une liste nominative est fournie au MAITRE D'OUVRAGE sont seules autorisées à accéder aux installations. Ces personnes doivent pouvoir à tout moment justifier de leur appartenance à l'entreprise du TITULAIRE et de présenter un badge.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable de l'intervention est nommément désigné par le TITULAIRE.

En aucun cas, le personnel affecté aux prestations P2 du marché ne sera utilisé aux travaux réalisés dans le cadre du P3 (hors dépannage) et des éventuels travaux hors marché.

Restitution des installations à l'expiration du marché

A l'expiration du marché, le TITULAIRE remettra à la disposition du MAITRE D'OUVRAGE, toutes les installations qui lui ont été confiées.

Sont remis à disposition les installations, les équipements et les matériels qui s'y rattachent à savoir notamment :

- Ceux qui auront été mis en place par le TITULAIRE au démarrage du présent marché,
- Ceux qui auront été renouvelés au cours du présent marché,

- Les matériels complémentaires que le TITULAIRE a installés avec l'accord du MAITRE D'OUVRAGE.

Les logiciels de supervision de données issues des instruments du MAITRE D'OUVRAGE éventuellement déployés dans le cadre de ce marché sont également concernés.

La remise à disposition des installations, équipements et matériels s'effectue sans indemnisation du TITULAIRE, sauf dispositions contraires expressément convenues.

A l'expiration du marché, conformément aux dispositions du C.C.T.G., un état des lieux détaillé est dressé pour chaque type d'installation et pour chaque site. Cet état des lieux est établi contradictoirement, entre le TITULAIRE et MAITRE D'OUVRAGE ou son représentant. Ces opérations feront l'objet d'un procès-verbal signé des parties.

Article 14 – Non-conformité des prestations

La non-conformité des prestations résulte d'un retard, d'une interruption, d'une insuffisance ou d'un excès de chauffage des locaux ou de l'eau chaude sanitaire par le prestataire.

14-1 Prestations non conformes pour retard ou interruption

Retard ou interruption de chauffage/climatisation/production de froid des locaux

La prestation est non conforme si, dans les conditions définies à l'article 7 du CCTP, le chauffage des locaux est mis en route avec un retard de plus de douze heures, ou s'il est interrompu pendant plus de douze heures consécutives alors qu'il aurait dû être fourni. Peuvent être assimilés à ces cas tous retards à la mise en route ou interruptions, chacun d'une durée inférieure à douze heures consécutives, mais dont la durée totale cumulée pendant la saison de chauffage est supérieure à vingt-quatre heures.

Ces retards ou ces interruptions sont sanctionnés par une pénalité, indépendamment de leur impact sur le règlement.

Le présent CCAP fixe le montant journalier de cette pénalité qui doit être établi en fonction du service non fourni.

Le montant total de la pénalité est calculé pour un nombre entier de journées, étant précisé que le nombre total d'heures de retard ou d'interruption est transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier le plus proche.

Retard ou interruption de production d'eau chaude sanitaire

La prestation est considérée comme non conforme si, en dehors des périodes de travaux annuels d'entretien définis dans le CCAP, la fourniture d'eau chaude sanitaire est interrompue pendant plus de vingt-quatre heures consécutives.

Une telle interruption est sanctionnée par une pénalité calculée par tranche de vingt-quatre heures contenant la période d'interruption.

Le présent CCAP fixe le montant journalier de cette pénalité qui est établi en fonction du service non fourni.

Traitement de l'eau

La prestation est considérée comme non conforme, si le traitement de l'eau n'est pas assuré pendant

plus de 12 heures consécutives.

14-2 Prestation non conforme pour insuffisance ou excès ou arrêt de certaines installations

Pour la constatation des excès ou insuffisances de chauffage ou de température d'eau chaude sanitaire, le MAITRE D'OUVRAGE pourra installer des thermomètres enregistreurs dans les locaux susceptibles de présenter des carences, et ce, à son initiative. Ces équipements pourront lui être fournis par le TITULAIRE.

Des enregistreurs de la température de départ des circuits de chauffage et de la température extérieure pourront également être mis en place. Généralement, le MAITRE D'OUVRAGE pourra utiliser tous moyens à sa disposition permettant de donner preuve de la carence constatée.

Insuffisance ou excès de chauffage/climatisation/production froid des locaux

La fourniture de chaleur est considérée comme insuffisante ou excessive si, dans les conditions définies à l'article 7 du CCTP, la température intérieure diffère de la température contractuelle, des valeurs définies ci-après :

La température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 2°C au moins pendant une période continue de vingt-quatre heures ;

La température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 1°C au moins pendant une période continue de quatorze jours. Les températures intérieures relevées pendant les délais éventuellement prévus pour passer d'un régime à l'autre ne sont pas prises en compte.

La température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 2°C au moins 1 fois par jour durant 1 semaine continue.

Les insuffisances ou excès définis ci-dessus sont sanctionnés par une pénalité pour chaque jour où ils ont été constatés. Le montant journalier de cette pénalité est défini au présent CCAP.

Eau chaude sanitaire

La fourniture d'eau chaude sanitaire est considérée comme insuffisante ou excessive si, dans les conditions définies à l'article 7 du CCTP, la température de l'eau chaude diffère de plus de 5°C de la température contractuelle pendant plus de trois heures.

Il n'y a insuffisance que si les consommations et débits de pointe d'eau chaude sanitaire ne sont pas dépassés. Le montant journalier de cette pénalité est défini au présent CCAP.

Traitement d'air - traitement de l'eau

En cas d'arrêt des installations de climatisation, conditionnement d'air et traitement de l'eau, quelle que soit la cause, une pénalité pour chaque jour de non-fourniture sera appliquée. Le montant journalier de cette pénalité est défini au présent CCAP.

14-3 Exécution aux frais et risques du TITULAIRE

Dans le cas de prestations non conformes, le MAITRE D'OUVRAGE peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le TITULAIRE en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le TITULAIRE ne peut assurer la prestation contractuelle, le MAITRE

D'OUVRAGE peut y pourvoir aux frais et risques du TITULAIRE, conformément aux dispositions du CCAG Fournitures courants et services.

Les pénalités visées pour prestations non conformes continuent de s'appliquer pendant la période où le MAITRE D'OUVRAGE assure cette fourniture à la place du TITULAIRE.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice de résiliation possible, conformément aux dispositions du CCAG précité.

Article 15 – Pénalités

15-1 Mise en œuvre des pénalités

Dès lors qu'une non-conformité, une carence ou un retard est constatée par le MAITRE D'OUVRAGE, le TITULAIRE sera informé par tout moyen (courrier, mail...). Les pénalités sont alors applicables dès l'envoi de cette information.

Les pénalités s'appliquent sur chaque site sur lequel les non-conformités sont constatées, en dehors de retard, interruption, insuffisance ou excès du fait du MAITRE D'OUVRAGE, de cas de force majeure ou des contraintes inhérentes aux interventions en périodes d'entretien annuel.

Si l'application des pénalités soulève des contestations de la part du TITULAIRE, il appartient à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Les pénalités sont appliquées lors de la facturation suivant la date de la pénalité. Elles peuvent être cumulatives. Elles ne sont pas soumises à TVA.

15-2-Calcul des pénalités

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées comme prévu au présent article, en € HT.

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG FCS, les pénalités sont dues sans exonération quel que soit leur montant. Cependant, le montant total des pénalités applicables sur une année de marché, ne pourra excéder 20% de la redevance P2 annuelle du marché.

15-2-1- Pénalités applicables dans l'exécution des prestations d'exploitation (sans mise en demeure)

- Retard de mise en route ou interruption du chauffage/climatisation/production froid :
 - compris entre 12 et 24 heures : 5% P2 du ou des bâtiment(s) considéré(s)
 - au-delà de 24 heures : 10% P2 du ou des bâtiment(s) considéré(s) / tranche de 24 heures
- Retard de mise en route ou interruption de production d'ECS :
 - compris entre 12 et 24 heures : 5% P2 du ou des bâtiment(s) considéré(s)
 - au-delà de 24 heures : 10% P2 du ou des bâtiment(s) considéré(s) / tranche de 24 heures
- Insuffisance ou excès de température de chauffage (écart de plus de 2°C entre température intérieure et température contractuelle, pendant 24 heures) : 5% P2 du ou des bâtiment(s) considéré(s) / tranche de 24 heures. Cette pénalité n'est applicable automatiquement que si la température extérieure ne descend pas en dessous des conditions climatiques extérieures de base.
- Interruption du traitement d'air/d'eau : 100 € HT/jour d'interruption.

- Insuffisance ou excès de température d'ECS (température différant de plus de 5°C par rapport aux valeurs contractuelles pendant plus de 24 heures) : 5% P2 du ou des bâtiment(s) considéré(s) / tranche de 24 heures
- Retard d'intervention pour dépannage, supérieur au délai d'astreinte, à partir de l'appel :
 - compris entre 2 et 4 heures : 10% P2 du ou des bâtiment(s) considéré(s)
 - au-delà de 4 heures : 15% P2 du ou des bâtiment(s) considéré(s) / tranche de 4 heures
- Absence de visite périodique obligatoire à la charge du TITULAIRE, ou non-respect d'obligations réglementaires (contrôle disconnecteurs, installations électriques, rendement des chaudières, etc.) : 100 € / visite non effectuée
- Non tenue à jour du livret de chaufferie, carnet sanitaire, carnet ventilation, autres livrables prévus par le marché : 100 € / par constat de carence
- Non-respect des délais de réalisation des travaux (P3) : 150 € / par jour de retard
- Absence de justification des documents P3 : 50€ / manquement
- Présence d'un sous-traitant qui n'a pas fait l'objet d'une acceptation par le MAITRE D'OUVRAGE (art 1-5) : 75€ / constat
- Absence aux réunions non justifiée : 50 € / réunion
- Retard aux réunions (plus d'1/2 heure) : 50 € / constat

15-2-2- autres pénalités (avec mise en demeure)

- Retard ou défaut d'entretien : 200 € / du ou des bâtiment(s) considéré(s)
- Retard d'envoi des éléments de contrôle des consommations, des relevés de compteurs : 50 € / manquement / jour de retard
- Retard de production du rapport d'exploitation : 150 € / jour de retard
- Contenu du rapport d'exploitation non conforme au contenu fixé contractuellement : 200 €
- Retard d'envoi de documents (certificats de contrôles réglementaires etc.) : 50 € / Jour de retard
- Prestation incomplètement exécutée ou de manière défectueuse : 50€ / manquement
- Non-respect de la propreté des locaux ou des locaux communs ou des occupants : non remise en état : 50 € / manquement
- Non-acquittement des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé (ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues) : 150€ / constat
- Non-respect des obligations relatives à l'identification du personnel et à la sécurité telles que prévues le cas échéant au CCTP : 50 € / manquement
- Non-restitution de matériels ou appareillages mis à disposition du TITULAIRE par le MAITRE D'OUVRAGE : 50 € / par matériel ou appareil concerné (ex : clés d'accès type VIGIK, télécommandes...).
- Absence de mise à disposition des données nécessaires au suivi du marché (consommations d'énergie, températures mesurées par les sondes d'ambiance...) : 50€ / jour / donnée
- Absence de mise en place de sondes de mesures de températures d'ambiance tel que prévu au CCTP : 50€ / absence / jour de retard
- Non réalisation des actions demandées à travers les comptes rendus des réunions d'exploitation : 150 € / par constat / jour de retard
- Non présence du TITULAIRE lors de la visite d'état des lieux de sortie : 100€ /site (Chaque installation numérotée dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement est considérée comme un site)

- Absence de mise à disposition aux informations de la GTB/GTC ou système d'accès en lecture aux télégestions des installations : 50€ / jour
- Non-respect des engagements en termes d'heures affectées au marché par rapport à l'offre technique du TITULAIRE : 100€ / constat
- Non-respect des plannings proposés pour l'élaboration des prestations de contrôle des débits, contrôle des températures et équilibrage : 50 € / jour
- Non-respect de la mise à jour et de l'utilisation de la GED mise en place par le MAITRE D'OUVRAGE : 50 € / jour au-delà de 2 semaines de non mise à jour

Article 16 - Attribution de compétence et dispositions applicables en cas de TITULAIRE étranger

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Besançon dont relève le pouvoir adjudicateur.

Si le marché est attribué à un TITULAIRE étranger, en cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi etc. doivent être rédigés en français.

Article 17 - Attestations ou déclarations fiscales ou sociales

L'inexactitude des attestations ou déclarations fiscales ou sociales et documents ou déclarations sur l'honneur à fournir par le TITULAIRE en application de la réglementation en vigueur, entraîne la résiliation du marché aux torts du TITULAIRE, sans indemnité.

Les surcoûts en résultants pour le MAITRE D'OUVRAGE sera à la charge du prestataire

L'Université Marie et Louis Pasteur met à la disposition du TITULAIRE, des cotraitants et des sous-traitants éventuels la plateforme en ligne e-Attestations.com afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'e-Attestations.com est gratuite et permettra au TITULAIRE, aux cotraitants et sous-traitants d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents demandés par l'Université Marie et Louis Pasteur durant l'exécution de ce marché. <https://www.e-attestations.com/fr/>

Article 18 – Assurances

Il est fait application des dispositions de l'article 9 du CCAG FCS.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG FCS, tout TITULAIRE (mandataire, cotraitants et sous-traitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Il doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant que l'étendue de la responsabilité garantie est en rapport avec l'importance de la prestation et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations (possibilité de dépôt sur le site E-Attestations gratuitement).

L'Université Marie et Louis Pasteur met à la disposition du TITULAIRE, des cotraitants et des sous-traitants la plateforme en ligne e-Attestations.com afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'e-Attestations.com est gratuite et permettra au TITULAIRE, aux cotraitants et sous-traitants d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents demandés par l'Université Marie et Louis Pasteur durant l'exécution de ce marché. <https://www.e-attestations.com/fr/>

L'ensemble des prestations dues au titre du présent marché sera exécuté par le personnel du TITULAIRE affecté à l'exécution des obligations contractuelles de ce marché.

Pendant toute la durée d'exécution de ce marché, le TITULAIRE est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations, dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance des prestations et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ces dernières.

En outre, l'absence de production de ces attestations d'assurance n'exempte pas le TITULAIRE de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 41.1.f) du CCAG FCS.

Article 19 – Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

La résiliation est prononcée après établissement d'un procès-verbal de carence dressé par le MAITRE D'OUVRAGE. Elle est notifiée au TITULAIRE par lettre adressée en recommandé avec avis de réception postal.

En cas de résiliation du marché, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes est effectuée ; les sommes restantes dues par le TITULAIRE sont immédiatement exigibles.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au TITULAIRE à raison de ses fautes.

Article 20 – Confidentialité

En sus des dispositions de l'article 5 du CCAG FCS, le TITULAIRE, ses collaborateurs et experts sont tenus par une obligation générale de secret et de discrétion sur tous les documents et informations communiqués, même lorsque ceux-ci ne sont pas revêtus expressément de la mention « confidentiel ». Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'Université Marie et Louis Pasteur et du CROUS, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive de l'Université Marie et Louis Pasteur et du CROUS, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du maître d'œuvre.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du TITULAIRE ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le TITULAIRE à des personnes tierces au présent marché sans l'autorisation préalable de l'Université Marie et Louis Pasteur et du CROUS.

Le TITULAIRE garantit que ses employés, cotraitants ou sous-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Le TITULAIRE déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures et reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de l'Université Marie et Louis Pasteur et du CROUS et engagerait sa responsabilité.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- Qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- Signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché;
- Qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Article 21 – Protection des données à caractères personnel-Pénalités

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultante :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Obligations des parties :

Certaines données transmises par le MAITRE D'OUVRAGE au TITULAIRE en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le TITULAIRE doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le MAITRE D'OUVRAGE, en sa qualité de responsable de traitement et le TITULAIRE, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du sous-traitant :

Le TITULAIRE s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le MAITRE D'OUVRAGE. Si le TITULAIRE considère qu'une instruction

constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le MAITRE D'OUVRAGE.

Le cas échéant, le TITULAIRE collabore avec le MAITRE D'OEUVRE pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le TITULAIRE veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le TITULAIRE s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le TITULAIRE s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du MAITRE D'OUVRAGE toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le TITULAIRE s'engage à communiquer au MAITRE D'OUVRAGE dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le MAITRE D'OUVRAGE, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le TITULAIRE ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du maître d'ouvrage et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du TITULAIRE est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au TITULAIRE de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le TITULAIRE demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du TITULAIRE au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au MAITRE D'OUVRAGE dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le TITULAIRE communique au MAITRE D'OUVRAGE le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Concernant l'Université Marie et Louis Pasteur, ces opérations de traitement sont plus particulièrement sous le contrôle de son délégué à la protection des données personnelles, en la personne de **Mme Justine PIRANDA**, Juriste, que le maître d'œuvre mandataire, les cotraitants et sous-traitants peuvent contacter, pour exercer leurs droits ou pour toute question sur ce traitement de leurs données, par courriel à l'adresse électronique suivante : ***dpd@univ-fcomte.fr*** ou par voie postale à l'adresse suivante :

Université Marie et Louis Pasteur - Direction des Affaires Juridiques
A l'attention de Mme Justine PIRANDA
1 rue Claude Goudimel
25000 BESANCON

Ces obligations respectives des parties, en application de l'article 5.2.3 du CCAG-FSC, seront établies dans une annexe - Protection des données personnelles.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du TITULAIRE pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables, et une pénalité de 500.00 € HT par occurrence sera appliquée sur ses créances.

Article 22 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46.5 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP :

- **Référé pré contractuel** (article L551-1 du Code de Justice Administrative) jusqu'à la date de signature du marché.
- **Référé contractuel** (articles L551-13 à L551-16 du Code de Justice Administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.
- **Recours de pleine juridiction** : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché
- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision contestée ou recours de pleine juridiction contre le contrat dans un délai de deux mois à compter de l'avis d'attribution.

Instance compétente pour l'introduction des procédures de recours :

Tribunal administratif – 30 rue Charles Nodier – 25000 Besançon

☎ 03.81.82.60.00

✉ greffe.ta-besancon@juradm.fr

Signature et cachet du candidat (Responsable de la Société) précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Date

GLOSSAIRE

CROUS BFC : CROUS Bourgogne Franche-Comté

Degrés-jours : valeurs représentatives d'un écart de température d'une journée par rapport à un seuil donné (sont disponibles sur 3617 DJU pour 1000 stations de mesures réparties sur tout le territoire métropolitain).

DJU : degrés - jours unifié, définis comme étant les degrés-jours calculés pour la base $X = 18^{\circ}\text{C}$.

DJX : valeur moyenne sur la journée considérée de l'écart positif entre la température extérieure et la valeur X exprimée en degrés Celsius.

X : base contractuelle de calcul des degrés-jours.

DTU : les documents techniques unifiés sont des textes fondamentaux qui régissent les règles de l'art et la mise en oeuvre des matériaux et équipements du bâtiment. Ils sont reconnus et approuvés par les professionnels de la construction et servent de référence aux experts des assurances et des tribunaux.

Les DTU s'adressent aux corps d'état concernés ainsi qu'aux maîtres d'oeuvre (architectes, entreprises générales, constructeurs ...), aux maîtres d'ouvrage et aux experts.

ECS : eau chaude sanitaire

q : quantité théorique de base de combustible nécessaire pour le chauffage d'un mètre cube d'eau froide sanitaire (y compris si il y a lieu les pertes de réseau de distribution).

e : prix unitaire de fourniture d'eau chaude sanitaire exprimé en euros par mètre cube mesuré au compteur placé à l'entrée des réchauffeurs.

m : nombre de m³ d'eau chaude sanitaire fourni.

k : prix unitaire pour la consommation de combustible nécessaire au chauffage des locaux, exprimé en euros par mégawatheure mesuré au compteur ; réputé exclusivement lié au combustible, le même prix k rétribue la fourniture de l'eau chaude sanitaire dans le cas où la chaleur nécessaire à cette fourniture ne fait pas l'objet d'un comptage séparé.

NB : Quantité contractuelle de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux, dans les conditions climatiques moyennes, pendant la période contractuelle de chauffage. NB constitue la valeur cible contractuelle

N'B : Quantité de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux pendant la durée effective du chauffage dans les conditions climatiques de la saison considérée.

NC : quantité de combustible réellement consommée pour le chauffage des locaux multipliée, s'il y a lieu, par le rapport du pouvoir calorifique réel du combustible livré au pouvoir calorifique de base indiqué au cahier des charges.

NDJX : nombre total de degrés-jours de base X relatifs à une station météorologique donnée, calculé sur une période annuelle de chauffage, contractuelle ou effective.

P1 : rémunération de la fourniture de combustible

P2 : rémunération des prestations de conduite de l'installation et des travaux de petit entretien

P3 : rémunération des prestations de gros entretien et du renouvellement du matériel

PCI (pouvoir calorifique inférieur) : quantité de chaleur dégagée par la combustion complète d'une unité de combustible, la vapeur d'eau étant supposée non condensée et la chaleur latente de condensation non récupérée.

PCS: pouvoir calorifique supérieur : quantité de chaleur dégagée par la combustion complète d'une unité de combustible, la vapeur d'eau étant supposé condensée et la chaleur latente de condensation étant récupérée.

UMLP: Université Marie et Louis Pasteur